

DIRECTION DES ROUTES ET  
DES INTERVENTIONS TERRITORIALES  
SERVICE COORDINATION DES SERVICES TERRITORIAUX  
MAISON TECHNIQUE DE SISTERON

---

**ARRÊTÉ DÉPARTEMENTAL TEMPORAIRE  
n° 24 - DRIT - 2285 - ATX  
Portant réglementation de la circulation**

Enfouissement réseau électrique

Circulation alternée et Limitation de vitesse  
RD854 du PR 8+0000 au PR 8+0500  
Commune de Piégut

---

**La Présidente du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment l'article L. 3221-4 ;

**Vu** le Code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25 et R. 413-1 ;

**Vu** l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et le livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

**Vu** le Code de la voirie routière ;

**Vu** le Règlement de Voirie ;

**Vu** L'arrêté départemental n° 2024-DFAJA-032 du 17 septembre 2024 portant délégation de signature au sein du Pôle Mobilités et Aménagement Durable ;

**Vu** la demande par laquelle BENSO TP ENERGIES demeurant 1460 Route des grandes blaches 04200 MISON représentée par Monsieur Loïc DUFIX, sollicite la modification des conditions de circulation en vue de la réalisation de travaux d'enfouissement réseau électrique sur le domaine public ou en bordure de celui-ci, RD854 du PR 8+0000 au PR 8+0500 (Piégut) ;

**Considérant** que pour permettre la réalisation de la demande dans de bonnes conditions, il y a lieu de réglementer la circulation sur la RD854 du PR 8+0000 au PR 8+0500 (Piégut) situés hors agglomération ;

**Sur** la proposition du Responsable du service Maison technique de SISTERON ;

**Sur** la proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## ARRÊTE

### **Article 1 - Dispositions particulières**

À compter du 06/01/2025 et jusqu'au 07/02/2025, et à compter de la date de mise en place de la signalisation réglementaire, la circulation sera réglementée ainsi qu'il suit :

#### **RD854 du PR 8+0000 au PR 8+0500 (Piégut) situés hors agglomération**

- La circulation est alternée par piquet K10 de 08 h 00 à 18 h 00 sur décision du gestionnaire de la voirie.
- La vitesse maximale autorisée de tous les véhicules est fixée à 50 km/h.

Le stationnement de tous les véhicules dans l'emprise du chantier et ses abords est interdit, sauf pour ceux des entreprises et bureaux d'études intervenant ou livrant sur le chantier, ceux du maître d'oeuvre et ceux du maître d'ouvrage.

Pour tous les véhicules, il est interdit de dépasser dans l'emprise du chantier et ses abords.

La durée prévisionnelle des travaux est de 31,00 jour(s).

### **Article 2 - Dispositions générales**

**Sauf indication contraire précisée à l'article 1**, l'entreprise devra réaliser les travaux par demi-chaussée et laisser obligatoirement une voie de circulation libre.

La circulation devra être rétablie sur l'ensemble de la chaussée :

- de 18h00 à 8h00 la semaine ;
- de 17h00 le vendredi au lundi 9h00 ;
- les jours hors chantiers.

Le pétitionnaire prendra toutes précautions afin de limiter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par son matériel. Il effectuera, en permanence, le nettoyage nécessaire.

Les dégradations éventuelles de la chaussée seront à la charge du pétitionnaire.

### **Article 3 - Signalisation**

**Sauf indication contraire précisée à l'article 1**, la signalisation sera posée sur supports fixes :

- Persistance du danger la nuit ou le week-end ;
- Chantier de plus de quinze (15) jours.

Les services du Conseil départemental des Alpes de Haute-Provence pourront, à l'occasion de contrôle de la signalisation mise en place, exiger son adaptation pour des motifs de sécurité ou d'exploitation et prendre, si nécessaire, les dispositions de sauvegarde qui s'imposeraient.

La signalisation portant indication de ces dispositions réglementaires et conformes aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière, sera mise en place, entretenue et déposée par "le pétitionnaire demandeur de l'arrêté" conformément au(x) schéma(s) de principe(s) joint(s) en annexe du présent arrêté.

La signalisation devra être en permanence adaptée aux différentes phases du chantier. Elle sera déposée par l'entreprise chargée des travaux dès qu'elle n'aura plus son utilité. A défaut, la Maison technique pourra procéder à la dépose de la signalisation et à son stockage dans le Centre d'intervention le plus proche aux frais de l'entreprise.

#### **Article 4 - Notification**

Le présent arrêté sera notifié à l'entreprise chargée des travaux et affiché par ses soins à chaque extrémité du chantier.

#### **Article 5 - Exécution**

M. le Commandant du Groupement de Gendarmerie des Alpes de Haute-Provence, M. le Directeur Général Adjoint du Pôle Routes Infrastructures et Mobilités Douces, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Cet acte ou un extrait de cet acte sera publié sous forme électronique et mis à la disposition du public sur le site internet du Département (<https://www.mondepartement04.fr/le-departement/organisation>).

Pour la Présidente du Conseil départemental,  
Le Chef du service Coordination des Services Territoriaux,

**L'adjoint,**

  
Bruno FIGONI

**Gilles RICHAUD**

#### **Annexes**

CF23

#### **Diffusion :**

Monsieur Loïc DUFIX (BENSO TP ENERGIES), Service Départemental d'Incendies et de Secours, Service Juridique (Conseil départemental), Madame Eveline FAURE, Conseillère départementale du canton de Seyne, Monsieur Jean-Yves ROUX, Conseiller départemental du canton de Seyne, Mairie (Mairie de PIEGUT), Maison technique de Sisteron et Gendarmerie Nationale

SCST

Service rédacteur : Maison technique de SISTERON

#### **Voies et délais de recours :**

Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.